Déclaration du Groupe majeur Femmes, 21 juin, 2013. Le Groupe Majeur Femmes, composé de 420 organisations provenant de 80 pays, a participé à la quatrième session du groupe de travail ouvert sur le développement durable, tenue du 17 au 19 juin.

C'est avec satisfaction que nous avons entendu de nombreux gouvernements mettre l'accent sur la nécessité de créer des environnements qui favorisent l'accès des filles, des femmes et des jeunes à la santé, à l'éducation ainsi qu'aux moyens d'existence, à un salaire suffisant et à un travail décent dans le programme de développement durable pour l'après 2015.

De nombreux/euses représentant-e-s de gouvernements ont également réaffirmé clairement les droits des femmes et des adolescentes à maîtriser et décider librement de leur sexualité et de leur vie reproductive, ainsi que leurs droits à vivre à l'abri de la violence, de la coercition et de la discrimination. Comme l'a signalé un-e délégué-e, il est inacceptable, que 15 à 16 millions d'adolescentes tombent encore enceintes chaque année, dont beaucoup à la suite de violences ou d'abus et que, même à l'heure actuelle, plus de 200.000 femmes meurent chaque année des complications de la grossesse et des couches.

Bien que beaucoup reconnaissent que des progrès plus rapides doivent être accomplis dans la réalisation des OMDs en matière de santé et qu'une plus grande attention doit être accordée à l'équité, à l'égalité des genres, à la non-discrimination et aux droits humains, certains gouvernements prennent encore la parole pour se prononcer en faveur de l'instrumentalisation des femmes. Plusieurs gouvernements n'ont pas hésité à déclarer que les femmes devaient être « utilisées » pour produire des enfants, des travailleurs et servir la « croissance économique ». Un-e autre représentant-e a souligné que la mortalité maternelle était un fait regrettable, car « ces femmes sont nécessaires pour élever nos enfants ».

Ces commentaires, et d'autres du même genre, démontrent qu'une profonde discrimination à l'égard des femmes est encore bien présente dans les structures de pouvoir, et qu'il reste possible, au sein des institutions internationales, de continuer à ignorer les femmes et leurs droits en tant que citoyennes à part entière. Il est inacceptable, en cette année 2013, que ce type de discours insensible, dégradant et déplacé soit toléré au sein des organes des Nations Unies.

Source: AWID